

# REGARD SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS ROSEMONT

COALITION  
**sécurité  
alimentaire**  
de  
ROSEMONT

 **CDC**  
de Rosemont CORPORATION de  
DÉVELOPPEMENT  
COMMUNAUTAIRE  
de ROSEMONT



5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2

[www.cdicrosemont.org](http://www.cdicrosemont.org) [info@cdicrosemont.org](mailto:info@cdicrosemont.org) T 514 524 1797

## ■ PRÉSENTATION

L'idée de produire un document portant spécifiquement sur l'enjeu de l'insécurité alimentaire dans le quartier Rosemont est née de la volonté des membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont (TSAR) de partager, avec l'ensemble des intervenantEs, l'expertise et la connaissance qu'ils ont acquises au fil des ans.

Les connaissances partagées dans ce document sont empiriques. Elles s'appuient sur l'expertise terrain des différentes organisations qui agissent concrètement, à travers une diversité de projets, d'initiatives et d'offres de services auprès des RosemontoisES qui vivent de l'insécurité face à leur capacité à se nourrir en toute dignité.

Animés par le besoin d'offrir aux intervenantEs un outil permettant de saisir rapidement les enjeux vécus sur le terrain, les membres de la TSAR souhaitent que cet outil favorise le développement de projets qui soient en adéquation avec les besoins et ce qui existe déjà comme initiatives dans le quartier pour contrer l'insécurité alimentaire.

À travers ces quelques pages, vous aurez accès à certaines données sociodémographiques du quartier ainsi qu'un aperçu du profil des personnes qui utilisent les différentes ressources de Rosemont en sécurité alimentaire. À travers différentes données et illustrations, les principaux enjeux et défis que vivent les organisations qui s'investissent dans des actions concrètes seront évoqués ainsi que l'environnement global dans lequel ils œuvrent.

Voici donc le regard que les membres de la TSAR portent sur l'enjeu de la sécurité alimentaire dans le quartier Rosemont.

***Bonne lecture !***

---

### **Membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont 2017-2018**

***Armée du salut, Jean-Pierre Bonkela, Suzanne Plante et Claudine Tardif***

***Bouffe-Action de Rosemont, Magdalena Schweiger***

***Bureau du député de Rosemont à l'Assemblée nationale, Véronique Bergeron***

***Corporation de développement communautaire (CDC) de Rosemont, Annik Reinhardt et Magali Vaidye***

***CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal/CLSC Rosemont, Marie-Ève Gaudreault***

***Épicerie solidaire de Rosemont, Catherine D'Amours***

***Lettres en main, Marie-Claire Sansregret***

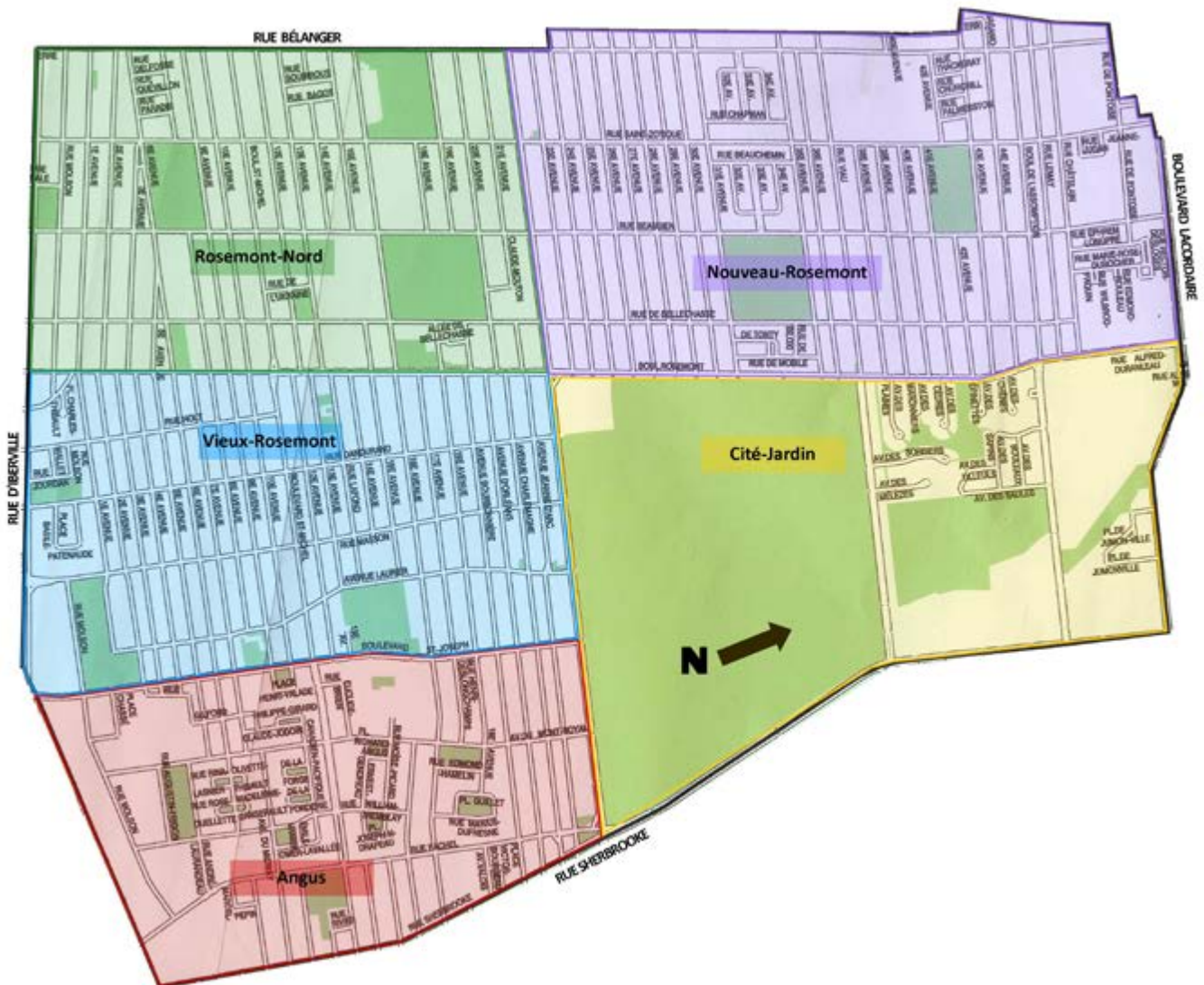
# ROSEMONT EN QUELQUES CHIFFRES

## LE TERRITOIRE

Avant d'entrer dans le vif du sujet et de partager le regard que la Table de concertation porte sur la sécurité alimentaire dans le quartier, voici quelques données générales de Rosemont.

Commençons par situer le territoire. Le quartier Rosemont est délimité par les rues Sherbrooke au sud et Bélanger au nord, par d'Iberville et la voie ferrée à l'ouest et Lacordaire à l'est.

Il est constitué de 5 voisinages : Angus, Vieux-Rosemont, Cité-Jardin, Rosemont-Nord et Nouveau-Rosemont, aussi appelé l'Est de Rosemont.



## DONNÉES SOCIO DÉMOGRAPHIQUES

Rosemont est le 4<sup>e</sup> quartier le plus peuplé de Montréal avec une population de **88 530** résidentEs.

Depuis quelques années, nous observons une forte augmentation de la population, constat qui a été confirmé lors du dernier recensement. Et contrairement à l'ensemble de Montréal, Rosemont enregistre un taux d'augmentation de population **plus élevé** (4,2 % vs 2,9 %) lors du dernier recensement de Statistiques Canada.<sup>1</sup>

### Familles :

- 27 %** des ménages sont composés d'adultes et d'enfants
- 46 %** des naissances sont issues de mères immigrantes
- 39 %** des familles vivent avec un revenu familial de moins de 60 000 \$
- 37 %** des familles sont monoparentales (contrairement à 31 % pour Montréal)

### AînéEs :

- 17 %** de la population est âgée de 65 ans et plus
- 27 %** des personnes âgées est à faible revenu (contrairement à 21 % à Montréal).
- 47 %** des personnes âgées de 65 ans et plus vivent seules, comparativement à 36 % à Montréal. C'est près d'un aîné sur deux!

### Logement :

- 68 %** des ménages sont locataires
- Près de **30 %** des ménages consacrent 30 % ou plus de leur revenu aux frais de logement
- Plus de **1 000** appartements sociaux et communautaires (HLM, coop et OBNL)

*À Montréal, l'enquête sur la salubrité et l'abordabilité du logement (SALAM) réalisée en 2014, révèle que **45 %** des ménages locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu pour se loger vivent de l'insécurité alimentaire. L'incapacité de se nourrir adéquatement entraîne différents problèmes de santé incluant des carences alimentaires et des problèmes de santé mentale et physique. L'insécurité alimentaire sévère entraîne également une utilisation plus élevée des services de santé (suivis cliniques, hospitalisations, médicaments, etc.)<sup>2</sup>*

## Immigration :

**23 %** des résidentEs sont issuEs de l'immigration

**5 500** immigrantEs sont arrivéEs il y a moins de 5 ans

**60 %** des immigrantEs reçuEs dans Rosemont ont été acceptéEs sur la base de leur contribution potentielle à l'économie et seulement 2 357 ont un statut de réfugié

Une **proportion importante** des immigrantEs s'installe dans le voisinage du Nouveau-Rosemont, situé dans le secteur Est du quartier.

## DÉFAVORISATION MATÉRIELLE ET SOCIALE

La défavorisation peut se présenter sous plusieurs formes et touche à la fois l'aspect matériel et social. La défavorisation matérielle, aussi dite économique, fait référence à la privation des biens et des commodités de la vie courante (scolarité, emploi, revenu), alors que la défavorisation sociale prend en compte la fragilité du réseau social (état matrimonial, structure familiale et conditions de vie).<sup>3</sup>

À Rosemont, plus de **24%** de la population présente des indices de défavorisation matérielle et sociale, c'est près d'une personne sur 4! L'ensemble de Montréal, quant à elle, affiche un taux bien plus faible, soit de 15%. Les voisinages du quartier Rosemont ayant le plus fort indice de défavorisation matérielle et sociale sont le Vieux-Rosemont (30%) et le Nouveau-Rosemont (28%).<sup>4</sup>

Toutes classes d'âges confondues, le quartier Rosemont enregistre un taux de personnes vivant sous le seuil de faible revenu équivalent à celui de Montréal, soit **23%**.

- Par contre, on constate une différence chez les aînéEs (> 65 ans), dont la proportion vivant sous le seuil de faible revenu est plus élevée pour Rosemont (**27%**) que pour l'ensemble de Montréal (21%).

Dans tout Rosemont, la défavorisation sociale est presque 5 fois plus importante que la défavorisation matérielle. Voici quelques exemples de la manière dont cela se manifeste dans le quartier :

- Près d'un ménage sur deux (**48%**) est composé d'une personne vivant seule, contrairement à 39% pour l'ensemble de Montréal
- Dans Rosemont, la proportion de familles monoparentales est de **37%**, comparativement à l'ensemble de Montréal où le taux est de 31%

## ■ SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - DÉFINITION

Pour les membres de la TSAR, le concept de sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes et intègre les principes de l'autonomie alimentaire :

*L'autonomie alimentaire est l'accès en tout temps et à long terme à une quantité quotidienne suffisante de nourriture, à un coût raisonnable.*

*C'est le pouvoir de choisir, en toute dignité et en ayant accès à une information claire et fiable, une alimentation saine, variée et salubre.*

*L'autonomie alimentaire s'acquiert par l'action collective et solidaire de se prendre en charge individuellement et collectivement, pour le mieux-être d'une communauté.*

### TÉMOIGNAGE D'UNE PARTICIPANTE D'UN JARDIN COLLECTIF

*Participer à un jardin collectif a eu plusieurs impacts positifs dans ma vie. Je pense notamment aux récoltes qui permettent de diminuer le coût de l'épicerie tout en favorisant la consommation de légumes frais, ce qui fait une belle différence sur mon budget limité. Mais surtout, j'ai acquis au jardin des connaissances qui me permettent de diversifier mon alimentation, de réduire le gaspillage alimentaire et de cultiver sur mon balcon. J'ai également pu donner au suivant en aidant des amis avec leur jardin.*

## LES DÉPANNAGES ALIMENTAIRES

Combien de personnes utilisent l'aide de dernier recours offerte dans les dépannages alimentaires du quartier ? Malheureusement, il n'existe pas de données précises. Le manque de ressources humaines et matérielles explique la difficulté d'obtenir le nombre de bénéficiaires des lieux de dépannage alimentaire, car certains d'entre eux ne tiennent pas de registre et d'autres ne conservent pas leurs données d'une année à l'autre.

Pour l'année 2017-2018, les responsables de lieux de dépannage alimentaire estiment desservir environ 400 personnes mensuellement, sachant qu'il ne s'agit pas nécessairement de personnes différentes pour chacune des ouvertures des points de distribution.

- Pour les trois points de service dans Rosemont de la Société St-Vincent-de-Paul (SSVP), nous comptons **105** personnes par mois;
- Entraide St-Esprit, **30** personnes par mois,
- Armée du salut, **65** personnes par mois,
- Église Méthodiste libre de Rosemont, **120** personnes par mois
- Église Baptiste évangélique, **120** personnes par mois.

En 2012 et en 2018, la Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont (TSAR) a menée des enquêtes internes auprès des personnes qui fréquentent les lieux de dépannage alimentaire. L'objectif étant d'avoir un meilleur portrait des personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire, de nourrir nos réflexions et de mieux cibler nos interventions. En 2018, nous avons élargi notre enquête aux autres ressources en sécurité alimentaire. En 2012, 325 personnes ont répondu au questionnaire et 268 personnes en 2018.

Le portrait type des personnes interrogées dans les lieux de dépannage alimentaire est similaire :

- En majorité des personnes seules
- Des hommes et des femmes âgés entre 45 et 65 ans
- Citoyenneté canadienne
- Bénéficiaires de l'aide sociale

En 2012, nous étions étonnés du pourcentage des bénéficiaires de l'aide alimentaire qui occupaient un emploi **(10,5 %)**.

*De nos jours, avoir un emploi n'est pas gage de sécurité financière. En effet, une étude conjointe de Centraide et de l'Institut national de recherche scientifique (INRS) publiée en 2016, révèle que **40 %** des gens qui vivent sous le seuil de faible revenu ont un emploi. Ainsi, de nombreux travailleurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts, ce qui les place dans une situation d'insécurité alimentaire.*

*C'est notamment la multiplication des emplois précaires, le recours à la sous-traitance et la disparition d'emplois industriels autrefois bien rémunérés qui seraient en cause.*

*Finalement, il est observé que les personnes scolarisées ne sont pas à l'abri de la pauvreté. En effet, la proportion de personnes détenant un diplôme universitaire, mais vivant sous le seuil de faible revenu aurait augmenté entre 2001 et 2006.<sup>5</sup>*

Concernant la durée de fréquentation des bénéficiaires à leur lieu de dépannage alimentaire. Le temps d'utilisation du dépannage alimentaire a augmenté entre 2012 et 2018, passant d'une fréquentation de moins de 6 mois à 37 % vs 46 % aujourd'hui. Ceux qui utilisent l'aide de dernier recours depuis plus de 5 ans est passé de 12 % à 20 %.

## LES ENJEUX ET DÉFIS SPÉCIFIQUES AU DÉPANNAGE ALIMENTAIRE

En septembre 2018, les responsables de lieux de dépannage alimentaire se sont réunis afin d'émettre leurs constats généraux basés sur les informations recueillies auprès de 8 lieux de dépannage de Rosemont.

- Plus de **400** personnes reçoivent des dons alimentaires mensuellement;
- Rosemont compte **8 lieux** de dépannage alimentaire;
- **3 lieux** offrent des bons d'épicerie et de la nourriture non-périssable, **3 lieux** offrent de la nourriture périssable et non-périssable, **1 lieu** offre de la nourriture périssable et **1 lieu** offre des bons d'épicerie;
- Dans la majorité des cas, les services sont offerts gratuitement. Seuls 3 dépannages alimentaires demandent une contribution;
- La demande en aide alimentaire est **grandissante** alors que la capacité à répondre à la demande est en **diminution** constante. Le déménagement de Compagnons de Montréal et la diminution de 5 à 3 points lieux de dépannage alimentaire gérés par la Société Saint-Vincent-de-Paul (SSVP), explique en partie cette réalité;



- Les responsables de lieux de dépannages alimentaires fonctionnent de façon **indépendante** les uns des autres;
- Les responsables se réfèrent des bénéficiaires entre eux, mais il n'y a **pas de suivi** suite à ces références;
- Les responsables de lieux de dépannage alimentaire n'ont **pas le réflexe de référer** les citoyenNEs vers d'autres types de ressources telles les cuisines collectives, l'Épicerie solidaire de Rosemont, le Magasin-Partage de Noël, etc.
- La majorité des lieux de dépannage fonctionne grâce à des **personnes bénévoles et vieillissantes**, ou qui prendront leur retraite d'ici les 5 prochaines années.

*Comme les chiffres le démontrent, un nombre important de personnes a recours à l'aide alimentaire dans Rosemont et ce nombre est grandissant depuis les 5 dernières années.*

*Cette réalité ajoute une pression considérable sur les lieux de dépannage alimentaire qui sont en majorité gérés par des bénévoles vieillissants. Pensons ici aux responsables des 3 lieux de dépannages de la Société Saint-Vincent de Paul (SSVP), de l'Entraide St-Esprit et de l'Église Méthodiste libre de Rosemont. Seules l'Armée du salut et l'Église Baptiste évangélique de Rosemont peuvent compter sur du personnel salarié.*

*La relève bénévole est très préoccupante. Sans cette relève, on peut émettre l'hypothèse qu'à moyen terme, les différents lieux de dépannage alimentaire, déjà très fragiles, n'arriveront plus à répondre aux demandes d'aide de dernier recours de plusieurs Rosemontois, Rosemontoises. Ces personnes risquent de se retrouver dans une situation d'insécurité alimentaire encore plus grande.*

## ■ NOMBREUSES INITIATIVES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Il y a plusieurs actions concrètes, porteuses de changements dans le quartier. Il suffit de penser aux cuisines collectives, jardins collectifs, popotes roulantes, petits déjeuners dans les écoles, épicerie solidaire, les Magasins-Partage de Noël et de la rentrée scolaire, la cuisine mobile, etc.

La somme d'énergie qui est déployée dans le quartier pour soutenir les citoyenNEs en situation d'insécurité quant à leur capacité de se nourrir décentement est impressionnante!

Un outil de référence est mis à jour chaque année : Bottin des ressources en alimentation – quartier Rosemont

### ÉDUCATION POPULAIRE, EMPOWERMENT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.

En général, le don d'aliments constitue la réponse la plus fréquente au problème de l'insécurité alimentaire. Les banques alimentaires répondent à un besoin urgent et immédiat, sous forme de dons, mais il est essentiel d'offrir des services d'éducation populaire et d'autonomisation afin de faciliter un accès durable à une alimentation saine et économique auprès des personnes vulnérables.

Notons que les facteurs de vulnérabilité touchant ces personnes ne sont pas exclusivement économiques, mais peuvent aussi être dus à un manque d'éducation. Certaines personnes ne savent tout simplement pas comment s'alimenter et/ou cuisiner correctement et à bas prix. Une condition physique ou sociale particulière (mobilité réduite, enjeu de santé physique et/ou mentale, déficience intellectuelle) est aussi un facteur qui génère de l'insécurité alimentaire.

C'est à travers la mise sur pied d'activités collectives, éducatives et participatives, tels des cuisines collectives, des ateliers de cuisines ou des jardins collectifs, que l'on cherche à favoriser la prise en charge individuelle et collective des personnes en situation d'insécurité alimentaire.

En ce sens, le quartier Rosemont a la chance d'avoir un organisme dont la mission première concerne la sécurité alimentaire. Bouffe-Action de Rosemont a su développer, dans les 10 dernières années, une solide expertise dans la mise sur pied de cuisines collectives spécialisées pour les personnes à mobilité réduite ou vivant avec une déficience intellectuelle.

De telles initiatives permettent aux usagers de se réapproprier un contrôle sur leur alimentation, de manière à correspondre à ses goûts et préférences en plus d'être saine et économique. En s'outillant pour être de plus en plus autonomes, les personnes se donnent un pouvoir d'agir concrètement, au quotidien et développent un fort sentiment de fierté.

## DÉPANNAGE ALIMENTAIRE ET INITIATIVES EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/ UN PROFIL DIFFÉRENT DE PERSONNES

Nos enquêtes internes ont révélées qu'une très grande majorité des personnes qui utilisent des ressources de dernier recours de type dépannage alimentaire ou cuisine mobile, ne connaissent pas et donc, ne fréquentent pas les ressources du quartier qui visent davantage à outiller les personnes dans leur capacité à se nourrir décentement à faible coût.

- En 2012, 68 % des personnes qui utilisent l'aide alimentaire disent ne pas fréquenter d'autres types de ressources contre **72 %** en 2018.
- En 2018, une des questions posées révèle que la ressource la plus connue, avec **39 %**, est la cuisine collective, suivie d'un autre lieu de dépannage alimentaire à **33 %**.
- Les jardins collectifs et le Magasin-Partage de Noël de Rosemont sont cités à **26 %** et **25 %** respectivement.

Voici un aperçu des personnes qui ont utilisé les services de certaines ressources en sécurité alimentaire n'offrant pas de dépannage ou de dons d'aliments pour l'année 2017-2018, sachant qu'il ne s'agit pas nécessairement de personnes différentes pour chacun des services offerts :

- **Association des popotes roulantes du Montréal Métropolitain** rejoint 95 clients par semaines dans deux secteurs de Rosemont.
- **Centre d'action bénévole de Montréal** rejoint 17 clientEs par semaine en moyenne via la Popote de Rosemont. La popote St-Esprit rejoint 29 clientEs par semaine en moyenne.
- **Bouffe-Action de Rosemont** offre des services de cuisine collective, jardin collectif, des ateliers de nutrition et d'éducation populaire. L'organisme comptait 107 membres en 2012. Ce nombre totalise en 2018, 198 membres.
- **L'Épicerie solidaire de Rosemont**, qui a ouvert ses portes en octobre 2013, comptait au terme de sa première année d'opération, 148 membres actifs avec une moyenne de fréquentation de 46 membres. En 2018, le membership s'élève à 300 membres actifs avec une moyenne de fréquentation par mois de l'épicerie de 100 membres.
- **Le Magasin-Partage de Rosemont de Noël**, qui en 2012 rejoignait 349 ménages, dessert en 2018 plus de 390 ménages, ce qui totalise près de 900 RosemontoisES.

### TÉMOIGNAGE D'UNE PARTICIPANTE D'UNE CUISINE COLLECTIVE

*C'est en vivant avec le sentiment d'être isolée, une confiance en moi fragile et un goût de cuisiner éteint que j'ai joint le groupe de cuisine collective. Quelle excellente décision j'ai prise! J'y ai trouvé des gens agréables ainsi qu'une ambiance chaleureuse et conviviale. Et, que de bénéfiques j'en ai tirés : diminution de l'isolement, augmentation de ma confiance en moi et reprise d'une assurance en cuisine et du goût de cuisiner. Adieu aux mets préparés et congelés des dernières années! Repas sains et goûteux sont maintenant au rendez-vous!*

## ■ SOUTIEN AUX INITIATIVES LOCALES

Au cours des dernières années, dans le quartier Rosemont, de nombreux projets concertés ciblant l'enjeu de l'insécurité alimentaire ont vu le jour. Plusieurs parviennent à fonctionner essentiellement grâce à l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal. Cet apport financier a permis l'embauche de ressources humaines dédiées aux projets. C'est le cas notamment des Magasins-Partages de Noël et de la rentrée scolaire de Rosemont, de l'Épicerie solidaire de Rosemont et des cuisines collectives.

Quelques organisations du quartier reçoivent également du soutien de Moisson Montréal en dons alimentaires. C'est le cas notamment pour certains lieux de dépannage alimentaire, mais aussi pour des organismes communautaires qui offrent à leurs participantEs des activités de cuisine collective, de soupes populaires ou des collations santé.

Les différentes initiatives locales peuvent aussi compter sur des appuis ponctuels du Fonds d'aide au développement du milieu de la Caisse-du-Cœur-de l'île, de l'arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie et du programme Emplois d'été Canada.

Entre 2008 et 2018, les initiatives du quartier Rosemont, visant l'accès aux aliments santé, ont reçu un appui important de la Direction régionale de la santé publique (DRSP) qui aura permis au quartier de se mobiliser et de développer une solide expertise à travers l'expérimentation de marchés publics saisonniers et l'ouverture de 2012 à 2017 du Petit marché de l'Est de Rosemont, une fruiterie d'économie sociale ouverte 7 jours sur 7 dans le secteur Est du quartier. Une initiative ambitieuse qui aura mobilisé de nombreux acteurs du quartier. Ce soutien aura aussi permis de modéliser le projet concerté Fruixi Rosemont, un vélo triporteur qui assure la vente de fruits et légumes frais du Québec au cœur des milieux de vie, par différents circuits de ruelles. La fin de ce financement a représenté une perte importante en ressource humaine dédiée à la mobilisation des acteurs du quartier autour de l'accès aux aliments santé, tant économique que géographique et intégrant le concept d'un système alimentaire local.

## LES DÉFIS ET ENJEUX LIÉS AUX INITIATIVES LOCALES

**Financement et pérennité des actions :** Un des principaux défis, auxquels font face les organisations qui portent certaines initiatives en sécurité alimentaire, est celui de la pérennité des actions. Comme on vient de le voir, ces initiatives ne bénéficient pas de financements récurrents. Ils reçoivent l'appui de financement par projets qui doivent être soumis annuellement à de la réédition de compte, sans assurance d'être reconduits d'une année à l'autre.

Chaque programme de soutien est rattaché à une ligne budgétaire spécifique. Annuellement, les porteurs de ces projets doivent mettre du temps et des efforts considérables dans la rédaction de projets, la reddition de compte et la recherche de partenaires financiers permettant de réaliser un montage financier viable économiquement. Dans un tel contexte, il devient difficile d'assurer la pérennité financière des initiatives déjà en place.

**Une diversité d'actions en ébullition :** Au cours des 5 dernières années, Montréal et ses quartiers ont vu émerger de nombreux projets et initiatives touchant différents aspects de l'alimentation et provenant de sources et de réseaux différents. Pensons ici à l'ébullition que connaissent les projets en agriculture urbaine, ceux qui visent le gaspillage alimentaire, les actions qui touchent la saine alimentation, la mouvance du zéro déchet, les initiatives qui visent à valoriser les produits locaux et aussi la consommation de produits biologiques. Ces différentes initiatives sont portées tantôt par des organismes d'économie sociale, des groupes de citoyenNEs, des organismes environnementaux, des groupes privés et des organismes communautaires. Un certain nombre de ces projets sont issus des organisations rosemontoises, d'autres sont portés par des organismes régionaux.

Cette effervescence d'actions, aux intérêts divers, ajoute à la confusion des genres quand il est question des enjeux spécifiques à la sécurité alimentaire et présente un défi important d'arrimage avec ce qui existe déjà dans le quartier Rosemont et la poursuite d'une action collective cohérente avec les réalités rosemontoises.

**Restructuration de certaines instances régionales :** De grands mouvements s'opèrent à Montréal au sein de différentes instances régionales qui touchent à l'alimentation, dont la sécurité alimentaire. Ces transformations auront tôt au tard des impacts directs au niveau des quartiers, au niveau local.

On peut penser ici au nouveau Plan de lutte à la pauvreté 2017-2023 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), à la volonté de la Ville de Montréal de se doter d'une politique alimentaire, aux différentes initiatives locales du programme d'accès aux aliments santé de la Direction régionale de la santé publique (DRSP) ainsi qu'aux mouvements qui s'opèrent au sein du milieu philanthropique et des grandes fondations avec, à titre d'exemple, la fin du programme Québec en forme sur les saines habitudes de vie de la Fondation Chagnon.

L'élément clé de ces différents mouvements s'observe par la création, en octobre 2018, du Conseil SAM (Système alimentaire montréalais). Un réseau régional de plus de 200 partenaires en alimentation (production, transformation, distribution, consommation et post-consommation). Le Plan d'action 2017-2019 s'articule autour de 4 chantiers : La sécurité alimentaire pour tous, l'agriculture urbaine, l'approvisionnement institutionnel, alternatif et solidaire et les pertes et le gaspillage alimentaires.

Une des tendances régionales porte vers le développement de systèmes alimentaires aussi au niveau local, dans les quartiers. La Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont a entamé des réflexions avec certains acteurs du quartier en 2018 autour du concept d'un système alimentaire local et reste à l'écoute des opportunités pour avancer collectivement en ce sens.

## CONCERTATION/PARTENARIAT/COLLABORATION

Comme nous avons pu le constater, les enjeux et les défis auxquels font face les organismes qui mettent sur pied des solutions concrètes à l'enjeu de l'insécurité alimentaire sont grands. Et c'est remarquable ce que ces gens, ces personnes, ces organisations arrivent à accomplir dans un tel contexte!

Il faut souligner qu'une des très grandes forces du quartier Rosemont réside dans sa capacité à agir concrètement sur des enjeux locaux en développement social dans une approche collaborative et concertée. Les différents réseaux, à divers degrés, s'impliquent et contribuent à faire une différence auprès des trop nombreuses personnes qui vivent une situation de vulnérabilité.

Pensons ici aux organismes communautaires, au réseau de la santé, aux éluEs du quartier, tous paliers gouvernementaux confondus, aux entreprises d'économie sociale et d'insertion à l'emploi, aux paroisses, au milieu scolaire et, aux RosemontoisES fortement impliqués à titre de bénévoles. La mise en commun, des expertises et des ressources de chacun, permet le développement d'une vision commune des actions prioritaires qui doivent être enclenchées. Les organisations issues des différents réseaux s'engagent volontiers à contribuer à faire une différence dans la qualité de vie des personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire. Afin de bien illustrer la force de cette solidarité, voici quelques exemples de projets et d'initiatives concertées qui n'existeraient pas sans cette généreuse contribution.

La mise en place du Magasin-Partage de Noël de Rosemont en est un bel exemple. Avec comme fiduciaire du projet Bouffe-Action de Rosemont, ce sont plus de 15 organismes du quartier qui s'investissent chaque année et prennent en charge la responsabilité de différents volets de l'organisation (accueil, caisse, accompagnement des familles, chauffeur et aide-chauffeur, etc..). C'est cette solidarité qui permet à près de 900 Rosemontois, Rosemontoises à faible revenu d'avoir accès à une épicerie complète en payant seulement 10 % de la valeur totale du panier.

Un autre exemple, le Mois de la nutrition à Rosemont. C'est une initiative de la Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont et le résultat d'une magnifique contribution des organismes du quartier. À chaque mois de mars, depuis 2006, une quinzaine d'activités très diversifiées et ciblant le thème de la sécurité alimentaire est offerte gratuitement aux RosemontoisES par des organismes : conférences, ateliers, jeux interactifs, cuisines thématiques, éducation populaire.

Fruixi Rosemont est aussi un bel exemple de projet concerté, une initiative animée par la CDC de Rosemont qui rassemble, au sein d'un comité de partenaires, des organisations qui ont une connaissance fine des réalités du terrain. Cet apport permet au vélo triporteur la vente de fruits et légumes du Québec au cœur même des milieux de vie des citoyenNEs à travers différents circuits de ruelles du quartier.

Une autre superbe initiative concertée du quartier : l'Épicerie solidaire de Rosemont! Ce projet est né de la volonté de certainEs bénéficiaires d'aide alimentaire de contribuer au développement de solutions concrètes à l'insécurité alimentaire. Dès les balbutiements du projet, la Table de

concertation en sécurité alimentaire de Rosemont et plusieurs organismes du quartier se sont impliqués, permettant au projet un solide ancrage local. Chapeauté par un comité de suivi où siègent 3 organismes partenaires, le projet est porté par une équipe de citoyenNEs bénévoles.

Et c'est sans compter différentes initiatives citoyennes telles le Jardin pour tous, les frigos communautaires et les travaux du Comité accès à la nourriture de la démarche Décider Rosemont ensemble 2006-2017 qui ont su développer des liens de partenariats avec les organisations du quartier.

## DES MÉCANISMES DE CONCERTATION

Rosemont est un quartier qui regorge de concertations dynamiques qui font évoluer concrètement beaucoup de dossiers. Le quartier peut compter sur l'expertise de 10 Tables de concertation sectorielles dans le quartier, et c'est sans compter les nombreux projets concertés.

Dans Rosemont, les organisations sont aussi fortement engagées au sein de deux démarches collectives que sont Décider Rosemont ensemble et le Projet impact collectif. La CDC de Rosemont, en plus d'être un regroupement d'organismes de Rosemont (48 membres), a le mandat de Table de quartier en développement social.

L'enjeu de la sécurité alimentaire préoccupe les organisations Rosemontoises depuis longtemps. La sécurité alimentaire est une priorité du quartier Rosemont depuis 1997. La Coalition sécurité alimentaire de Rosemont (CSAR) est une grande concertation qui regroupe l'ensemble des organisations et des citoyenNEs qui œuvrent au sein des différentes initiatives et projets qui touchent de près ou de loin la sécurité alimentaire dans le quartier. Et ils sont nombreux!

### La Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont

La Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont (TSAR) assure quant à elle un certain arrimage entre toutes ces actions et initiatives. Animée par la CDC de Rosemont, la TSAR joue différents rôles. Voici quelques exemples de ce que réalise la TSAR :

- 1. Concerter, mobiliser, échanger :** Organisation de rassemblements de la Coalition sécurité alimentaire de Rosemont/Création de liens avec des organisations locales gravitant autour des enjeux liés à l'insécurité alimentaire, d'initiatives citoyennes et avec d'autres Tables de concertation;
- 2. Informer, faire connaître, sensibiliser :** Mise à jour annuelle du Bottin des ressources en alimentation – quartier Rosemont et de la Carte des lieux de dépannage alimentaire de Rosemont et actions de diffusion/Kiosques d'informations lors d'activités citoyennes du quartier/Mise en place du comité organisateur du Mois de la nutrition à Rosemont;

- 3. Soutenir, accompagner les initiatives existantes :** Rencontres d'échanges autour des initiatives existantes/Rassembler régulièrement les responsables de lieux de dépannage alimentaire et les popotes roulantes/Participation au COCO du Magasin-Partage de Noël de Rosemont/etc. ;
- 4. Favoriser l'émergence de nouvelles initiatives :** Assurer une veille sur les différents mouvements locaux et régionaux qui touchent la sécurité alimentaire, dont l'agriculture urbaine, le gaspillage alimentaire, l'accès aux aliments santé, le Conseil SAM, etc. / Partage d'expertises et accompagnement de projets en émergence tels la Cuisine mobile de l'Armée du salut, le Réseau alimentaire de l'Est de l'île de Montréal, La Transformerie, etc.

## ■ EN CONCLUSION

Nous avons vu que la pauvreté est bien réelle à Rosemont, que près d'une personne sur quatre présente des indices de défavorisation matérielle et sociale, que plus de 400 personnes par mois ont recours au dépannage alimentaire et que près d'une personne âgée sur deux vit seule. De nombreux services existent pour ces personnes, autant pour répondre à un besoin urgent que pour atteindre une autonomisation via l'éducation populaire. Les besoins sont grandissants, tandis que les organisations demeurent précaires, et, nous pouvons l'affirmer, ne répondent pas à l'ensemble des besoins que peuvent avoir les personnes vivant sous le seuil de faible revenu à Rosemont.

Nous espérons que ce Regard porté sur la sécurité alimentaire à Rosemont aura pu éclairer davantage sur cette réalité vécue par plusieurs personnes dans Rosemont et incitera des réponses toujours plus pertinentes et ancrées localement afin d'apaiser, un tant soit peu, les personnes vivant des périodes de vulnérabilité. Assurément, la Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont continuera à répondre présente lorsqu'il sera question de soutenir les initiatives en émergence et celles déjà existantes.

*– Membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire de Rosemont*



# REMERCIEMENTS

## À la rédaction

*Magali Vaidye et Audrey Veillette, **CDC de Rosemont***

*Marie-Eve Gaudreault, **CIUSSS EMTL/CLSC Rosemont***

*Catherine D'Amours, **Épicerie solidaire de Rosemont***

*Magdalena Schweiger, **Bouffe-Action de Rosemont***

## À l'élaboration du sondage

*maude Couture et Marie-Eve Gaudreault, **CIUSSS EMTL/CLSC Rosemont***

## À l'administration des sondages

***Dépannages alimentaires et popotes roulantes de Rosemont***

*Équipe de **Bouffe-Action de Rosemont***

*Catherine d'Amours et des membres de l'**Épicerie solidaire de Rosemont***

*Annik Reinhardt et Magali Vaidye, **CDC de Rosemont***

*Michel Lefebvre, **citoyen de Rosemont***

*Danielle St-Jules, **citoyenne de Rosemont***

*Michel Prévost, **citoyen de Rosemont***

*Danielle Cluzel, **citoyenne de Rosemont***

## À l'entrée de données

*Léa Merrette, **stagiaire à l'Épicerie solidaire de Rosemont***

## À l'analyse du sondage

*Michel Prévost, **citoyen de Rosemont***

## Au graphisme

*Julia Haney*

## ■ SOURCES ET RÉFÉRENCES

1. Recensement 2016, Statistique Canada
2. Les chambreurs Montréalais 2017 : Une enquête de la Direction régionale de santé publique de Montréal et de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal. 2018
3. Institut National de Santé Publique du Québec, définit l'indice de défavorisation matérielle par : proportion de personnes sans diplôme d'études secondaires, proportion de personnes occupant un emploi, revenu moyen par personne. L'indice de défavorisation sociale par : proportion de personnes vivant seules dans leur ménage, proportion de personnes séparées, divorcées ou veuves, proportion de familles monoparentales.
4. Regard sur la défavorisation à Montréal – Série 2, CSSS Lucile-Teasdale : Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. 2011
5. Les travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal : Une étude de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et de Centraide du Grand Montréal. Octobre 2016